

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'Océanie et la lutte contre le dérèglement climatique, à Paris le 26 novembre 2015.

Messieurs les Présidents,

Messieurs les Premiers ministres,

Mesdames, Messieurs les ministres,

Je vous accueille ici pour ce sommet France-Océanie à la fois avec gravité et avec amitié.

J'ai été très touché par tous les messages que vous m'avez adressés à la suite des attaques dont la France a été la cible et je sais combien, sur vos territoires, cette solidarité a été forte. Je veux saluer aussi tous les hommages qui ont pu se tenir et qui ont souligné combien la France, une fois encore et j'en suis fier, est estimée, est aimée dans l'espace océanien.

Nous sommes tous touchés par la menace terroriste. Aucun pays ne peut imaginer être à l'abri. Je pense aussi à votre zone géographique. En Australie, il y a encore quelques temps, il y a eu une attaque terroriste. C'est pourquoi nous avons la nécessité de nous protéger, de coopérer encore davantage sur ces questions de sécurité, mais aussi et c'est ce que nous allons faire aujourd'hui, de nous projeter et de pouvoir donner aussi une espérance au monde.

Il y a la menace terroriste qui est immédiate et qui appelle des réponses urgentes, mais il y a aussi la menace climatique qui doit être traitée dans la durée mais également avec des décisions rapides. C'est tout l'enjeu de la conférence sur le climat qui va se tenir dès dimanche à Paris. Cette conférence, j'ai voulu non seulement la maintenir après les actes terroristes qui ont eu lieu en France, mais j'ai voulu lui donner une signification à travers la présence de près de cent cinquante chefs d'Etat et de gouvernement, montrant ici que le monde est au rendez-vous à Paris.

J'ai voulu également que cette Conférence puisse être un message adressé au monde tout entier pour dire que nous sommes prêts à prendre des décisions, à agir en responsabilité pour les générations futures. Car ce que nous allons traiter à Paris, ce n'est pas simplement notre avenir à l'échelle de notre propre vie, c'est la possibilité de vivre sur la planète. Vous êtes mieux placés que d'autres pour témoigner de cette urgence puisque vous êtes frappés par les dérèglements climatiques, vos territoires sont menacés, vos côtes sont submergées, vous avez subi un certain nombre d'intempéries et de catastrophes et donc nous devons prendre toute conscience de ce que ce réchauffement peut provoquer sur l'avenir des îles que vous représentez. La France est pleinement un pays du Pacifique. Nous partageons, grâce à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française, à Wallis-et-Futuna et je salue les représentants de ces territoires la vie et le destin de la grande famille océanienne.

Nous avons donc trois défis ensemble à relever. Le premier défi, est de faire du Pacifique une zone qui trouve toute sa place dans l'économie mondiale, parce que nous devons porter ensemble des projets de développement, attirer des investissements et faire en sorte que ce soit un espace de progrès. Le deuxième défi que nous avons à relever, est de préserver la biodiversité parce que c'est ce qui fait l'identité, ce qui fait aussi l'unité de vos territoires. Vous êtes ici les gardiens de la biodiversité du monde et nous devons être à vos côtés. Enfin, le troisième défi, est de faire face au changement climatique. Notre volonté - et Laurent FABIUS présidera la Conférence - est de pouvoir conclure un accord.

Mais pas n'importe quel accord : un accord ambitieux, un accord contraignant, un accord qui puisse être régulièrement révisé de manière à ce que nous puissions bien atteindre l'objectif de

puisse être régulièrement revue de manière à ce que nous puissions bien atteindre l'objectif de limiter le réchauffement à moins de deux degrés d'ici la fin du siècle et nous devons aussi, dans cette Conférence, tenir compte des spécificités. Les régions qui doivent être regardées avec encore plus d'intensité sont les Etats insulaires du Pacifique. Parce que là, ce n'est pas une question de cadre de vie, c'est une question de survie. Je vous avais rencontrés à Nouméa, c'était en 2014 et je me souviens encore du message que vous m'aviez adressé : vous ne vous contenterez pas d'un accord à minima, d'un compromis. Vous voulez qu'il y ait véritablement des engagements qui soient pris avec des objectifs de température compatibles avec le développement de vos territoires.

Nous devons donc obtenir un accord universel mais dans lequel chacun puisse retrouver ce qu'il attend, c'est-à-dire des obligations, des engagements, mais aussi des garanties. Je veux également qu'à la Conférence sur le climat, - et ce sera le travail de Ségolène ROYAL - il puisse y avoir la présentation de toutes les solutions qui ont déjà été lancées, parfois mises en œuvre et vous pouvez être fiers de ce que vous avez fait depuis des années. Je souhaite que vous puissiez, lors de cette Conférence, exprimer les actions que vous avez engagées et leurs résultats. Plusieurs de vos pays sont arrivés à cent pour cent d'énergie solaire, d'autres sont déjà autonomes, d'autres ont un objectif de réduction des gaz à effet de serre de même ampleur que les pays développés. Les contributions que vous nous avez adressées pour la préparation de la Conférence vont au-delà de ce qui était attendu et la France veut être un de vos partenaires. Partenaire pour les énergies renouvelables, partenaire pour les projets innovants, partenaire aussi pour le développement. Notre volonté, c'est de vous accompagner dans la transformation de vos économies et de porter dans l'ensemble de l'Océanie, un nouveau modèle de développement, c'est-à-dire une plus grande résilience des pays les plus vulnérables face aux conséquences des dérèglements climatiques.

La question des financements va être majeure lors de la conférence sur le climat. Le chiffre a été finalement établi à Copenhague à cent milliards de dollars. Mais cela ne doit pas être un chiffre, cela doit être des ressources connues, identifiées et auxquelles vous pouvez avoir accès. Il ne sert à rien de dégager des fonds si les fonds sont inaccessibles ou supposent des procédures tellement longues, des expertises tellement lourdes que finalement, même si nous arrivions à rassembler ces cent milliards, ils ne soient jamais dépensés. Donc nous devons aussi réfléchir lors de la Conférence de Paris, pas simplement à l'accord, mais à la suite de l'accord, à la mise en œuvre de l'accord. C'est là que nous pouvons jouer un rôle ensemble, et la France sera à vos côtés pour permettre qu'il y ait une véritable mise en œuvre de l'accord de Paris.

Nous voulons aussi qu'il y ait un certain nombre d'initiatives Laurent FABIUS y reviendra qui puissent être d'ores et déjà engagées comme les systèmes d'alerte précoce permettant d'éviter des pertes humaines et matérielles, comme un soutien financier exceptionnel lorsqu'il y a des catastrophes et aussi un système d'observation que nous pouvons mieux organiser par les nouveaux moyens de la technologie. La région Pacifique est sans doute l'une des plus riches du monde pour sa diversité. C'est aussi un espace éminemment fragile, aussi, la protection et la mise en valeur de l'océan est pour nous une priorité. La création dans le Pacifique Sud de la plus grande aire maritime protégée française est une preuve de notre engagement pour préserver la biodiversité.

Nous voulons également qu'il puisse y avoir des exploitations durables des espaces maritimes et des ressources halieutiques, mais maîtrisées. La France et ses collectivités territoriales, ses territoires, souhaitent que l'Océanie puisse tirer tous les bénéfices socio-économiques de ces immenses réserves. Nous voulons promouvoir les organisations régionales de pêche, lutter contre la pêche illicite, en coopération avec tous les Etats de la région.

Pour terminer, la France avec la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Wallis-et-Futuna, veut vous accompagner, mais ce sont ces territoires qui seront nos représentants. Ces collectivités sont encouragées à le faire par l'évolution de leur statut, par les larges compétences dans le domaine des relations extérieures et par la confiance que nous leur donnons pour prendre pleinement leur part dans les organisations régionales. Vous allez bientôt accueillir le Forum des îles du Pacifique et je souhaite que vous puissiez accueillir, avec un statut qui soit celui de

membre plein, la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française et en tant que membre associé, Wallis-et-Futuna. Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et celui de la Polynésie ont exprimé ce souhait d'être membre à part entière et j'appuie sans réserve leur démarche. Ce sera l'occasion pour nous non pas de nous désengager, mais au contraire, de nous réengager encore davantage à travers le Fonds Pacifique par exemple.

Voilà ce que nous voulons à cette belle Conférence, ce sommet Océanie qui prépare la COP21 : vouloir agir ensemble, porter ensemble les mêmes projets, exiger de la communauté internationale les mêmes actions. Parce que ce que nous voulons, c'est un Pacifique écologique, solidaire et également capable de porter par lui-même son développement en harmonie avec la nature, parce que c'est ce que vous représentez. Je ne pense pas que vous retournerez chez vous d'ici la Conférence de Paris. Vous allez rester là avec nous, même si je vais sans doute m'absenter encore aujourd'hui pour aller à Moscou, puis après pour aller à la réunion du Commonwealth. Mais je vous assure, je vous fais cette promesse : je serai là lundi pour ouvrir la Conférence sur le climat. Merci.